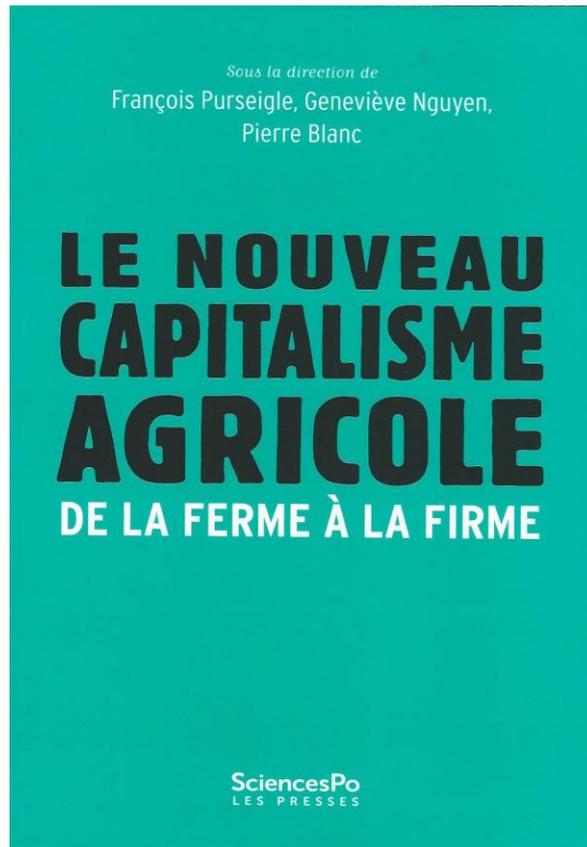


PRÉSENTATION D'OUVRAGE

LE NOUVEAU CAPITALISME AGRICOLE¹

De la ferme à la firme



Présentation du livre de François **PURSEIGLE**, Geneviève **NGUYEN** et Pierre **BLANC**

Préface de Bertrand **HERVIEU**

André NEVEU². – Voilà un ouvrage qui arrive à point nommé pour présenter l'avancée du système capitaliste dans la production agricole. En soi, le phénomène n'est pas nouveau : déjà dans les anciennes colonies, il y avait de nombreuses plantations de thé, hévéas ou palmiers à huile et la compagnie américaine *United fruit* avait aussi transformé les États d'Amérique centrale en « républiques bananières ». Mais ailleurs, le secteur primaire était assez peu concerné par le système capitaliste, lequel avait en revanche depuis des années conquis l'amont et l'aval de

¹ Éditions Presse de Sciences Po, 2017, 305 pages.

² Membre de l'Académie d'agriculture de France. Ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la CNCA.

PRÉSENTATION D'OUVRAGE

l'agriculture. Cette période transitoire est aujourd'hui terminée. Car le capitalisme a pénétré le secteur primaire sur tous les continents bien qu'à des degrés divers et sous des configurations différentes.

L'intérêt de ce livre est de montrer dans le détail les organisations qui sont à l'œuvre dans les grandes structures de production que les auteurs dénomment des « firmes ». Certes, les montages financiers retenus varient. Selon les cas, ils associent capitaux familiaux, fonds d'investissements privés, *private equity*, fonds souverains...

Pour analyser dans le détail cette nouvelle agriculture, les auteurs ont fait appel à des spécialistes des différents pays étudiés. On se déplace ainsi de la France vers l'Afrique du Sud, l'Amérique latine, l'Indonésie ou l'Arabie saoudite. On peut toutefois s'étonner que les Etats-Unis et la Russie soient oubliés. Sans doute les *feed lots* ou les plantations d'agrumes californiennes sont-ils considérés comme bien connus. Mais ce n'est pas le cas des *agro-holdings* russes qui ont succédé aux fermes collectives de l'ex URSS, après les avoir privatisées, regroupées et réorganisées. L'élevage lui aussi est absent.

Dans tous les exemples étudiés, il y a de nombreux points communs qui sont le gigantisme des structures, la spécialisation des productions et leur intensification par rapport à la situation antérieure. On peut ajouter les nouvelles formes de fermage, de métayage et, plus généralement, de mise à disposition des terres, avec dissociation du patrimoine foncier, du travail (toujours salarié depuis le manager jusqu'aux ouvriers temporaires) et évidemment du capital.

Enfin la finalité générale de ces firmes est toujours la recherche du profit financier souvent à court terme. Mais ce peut être aussi celle de la sécurité des approvisionnements comme pour les pays du Golfe persique ou la Chine.

Le cas de l'Argentine constitue l'exemple le plus abouti de la pénétration du capital financier dans le secteur agricole d'un pays. Cette situation a été rendue possible par l'importance du potentiel agricole argentin, par l'existence préalable de grandes exploitations auxquels s'est ajoutée l'ampleur de la demande chinoise en soja. Dans ce contexte éminemment porteur, 300 fonds d'investissements sont à l'œuvre avec une efficacité redoutable. Ils louent les terres, passent des contrats pour la réalisation des travaux agricoles et se contentent de mettre en réseau les différents acteurs concernés, dans le cadre de « pools de semis » (*pools de siembra*). Les techniques pratiquées passent par l'emploi d'OGM et de méthodes de culture simplifiées. Par exemple, l'entreprise *Grupo Los Grobo* gère ainsi 270 000 hectares sans posséder la moindre parcelle ou la moindre machine agricole.

Dans les grandes plantations de palmiers à huile d'Indonésie, les rapports sociaux sont très différents. Entre les patrons et les ouvriers permanents s'est créé une certaine forme de paternalisme : pour sécuriser leurs vieux jours, ceux-ci épargnent sur leurs salaires, acquièrent deux ou trois hectares de forêt et y plantent à leur tour des palmiers à huile.

Bien que recourant aux mêmes outils financiers, l'Arabie saoudite et les autres Etats du Golfe ont une autre approche. Leur potentiel agricole est bien modeste mais ils disposent d'immenses richesses pétrolières. Dans un premier temps, on y a créé à grands frais de grandes fermes notamment céréalières, à tel point qu'en 1992 l'Arabie saoudite était devenue le sixième exportateur mondial de blé. Mais très vite, le gouvernement fait machine arrière et quatre ans plus tard les trois quarts des surfaces cultivées sont abandonnées car trop chères et trop gaspilleuses en eau souterraine. Le gouvernement se reporte pendant un temps sur des investissements directs dans différents pays africains. Mais les problèmes se multipliant, cette formule est mise un peu en sommeil. Ce sont alors des fonds d'investissements publics ou privés qui sont chargés de se tourner vers des pays plus sûrs comme le Canada, l'Argentine et l'Australie en se positionnant, non seulement dans la production, mais aussi tout au long de la chaîne de valeur. Ainsi en 2015, un fonds d'Etat saoudien a pris le contrôle du plus important *marketing board* canadien.

PRÉSENTATION D'OUVRAGE

L'étude du cas français est moins convaincante. S'appuyant sur les données du recensement de 2010 et sur celles du Réseau d'Informations Comptables Agricoles (RICA) dont la finalité est tout autre, l'auteur de ce chapitre estime que 10 % des exploitations de notre pays s'apparentent à des firmes capitalistes. Il observe en effet que les structures juridiques se sont effectivement souvent complexifiées. Mais le capital et la gestion restent très majoritairement familiaux. Et la taille de nos exploitations n'a que peu de rapport avec une entreprise agricole brésilienne !

Ce livre sur le nouveau capitalisme agricole traite d'un aspect nouveau et essentiel de l'agriculture mondiale. Il nous montre la complexité des structures et le fonctionnement de cette agriculture de firme bien éloignée de nos exploitations familiales. Cette agriculture est donc effectivement en plein essor. Mais la complexité même des montages juridiques explique sans doute que cet ouvrage n'est pas toujours d'accès facile pour le lecteur. La nécessité de recourir à des spécialistes différents pour chaque pays étudié ajoute à cette gêne. Regrettons enfin que, au-delà des cas analysés, la place occupée par cette agriculture capitaliste au sein de chaque pays, soit souvent ignorée. Il reste que cet ouvrage apporte une contribution essentielle à notre connaissance de l'évolution de l'agriculture mondiale au cours de ces dernières années.